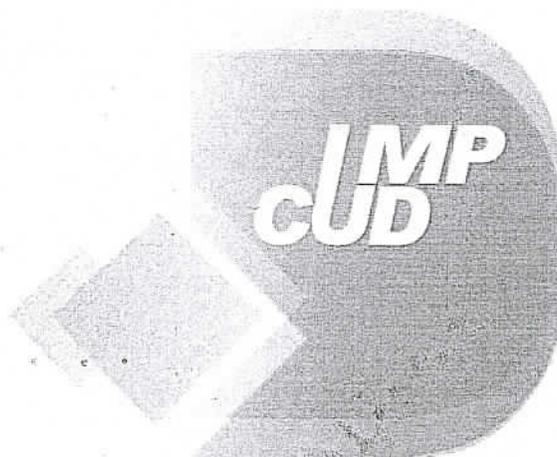
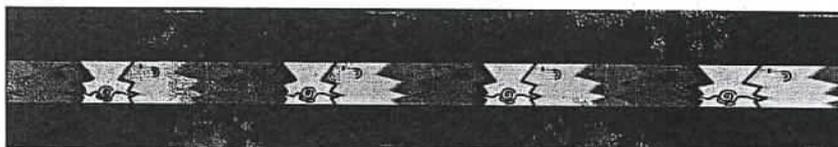


**Actes des journées d'Etudes  
Langue- communication et informatique  
Organisées le 14 et 15 novembre 2005  
(1ère Edition)**



**Textes réunis par Saida Belouali et Khalid Jaafar**



**Le Grand témoin**  
***Bilan des conférences et des ateliers organisés***  
***dans le cadre des journées***

***Jean-Marc DEFAYS,***  
***Université de Liège***

Après ces journées fort intéressantes à plusieurs égards, la première constatation à faire, d'ordre sociolinguistique, concerne le paradoxe actuel d'un enseignement scolaire en arabe et d'un enseignement supérieur en français. On constate qu'en peu de temps, le français est passé au Maroc du statut de langue *quasi* maternelle à celui d'une langue seconde, puis *quasi* étrangère pour les étudiants. La question de savoir s'il s'agit d'une période transitoire (en attendant l'arabisation du supérieur ... ou une re-francisation du secondaire?) ou d'une situation appelée à durer, en fonction de quoi il faudra choisir entre des solutions conjoncturelles ou structurelles. Entre-temps, les implications sont aussi nombreuses que critiques puisqu'elles conditionnent l'accès aux études supérieures et aux professions auxquelles elles mènent, et qu'elles risquent de créer un «plurilinguisme soustractif» chez les étudiants, sans qu'aucune langue ne puisse leur servir de référence.

D'où la perplexité des enseignants participant à ces journées qui s'interrogent beaucoup sur leur rôle, sur leur formation, sur leur motivation, sur leur place dans l'institution, sur leurs relations avec les autres professeurs, sur leur possibilité de discuter les méthodes, les objectifs... Les apprenants partagent le même désarroi concernant leur niveau, leur motivation (plutôt leur découragement), leurs objectifs, auquel s'ajoutent les problèmes logistiques des classes surpeuplées, de l'équipement et des ressources insuffisants. D'où la nécessité d'adapter les objectifs (objectifs pour les étudiants, pour l'institution, pour la société ; objectifs à court terme – tests –, à moyen terme – études –, à long

terme – profession ; objectifs académiques, fonctionnels, spécifiques, sociaux), d'adapter les contenus (langue, grammaire, culture, contenus disciplinaires), d'adapter les méthodes et les programmes de l'enseignement du français à cette situation pour le moins problématique.

À propos des méthodes, il est clair que les enseignants de langues que nous avons rencontrés ici, comme beaucoup de leurs collègues ailleurs, vivent une « crise pédagogique ». Ne trouvant pas de méthode générale et spécifique satisfaisante sur laquelle ils pourraient se baser (la communication n'est pas plus une méthode qu'un contenu), ils préfèrent pratiquer un éclectisme, de fait ou de principe, qui a l'avantage de s'adapter facilement aux personnes et aux circonstances, mais qui a aussi l'inconvénient de manquer de cohérence, de ne pas fournir de points de repère suffisamment clair. Il est à noter que cette liberté, cette créativité, ce désordre méthodologiques qui se sont développés faute de méthode dominante risquent d'être bientôt limités par la généralisation de systèmes d'évaluation standardisés internationaux à orientation structurale et fonctionnelle.

Avant de tirer trop rapidement des conclusions, il faut cependant distinguer les problèmes qui seraient spécifiques à la situation marocaine et ceux qui sont communs aux universités d'ici et d'ailleurs qui s'interrogent toutes sur le fossé (linguistique) grandissant avec l'enseignement secondaire ; sur leurs rapports avec le marché et le monde du travail, et la formation (intellectuelle, professionnelle) à donner aux étudiants ; sur leur statut et leur rôle remis en cause suite à l'internationalisation et à la commercialisation des études et de la recherche. Dans ces conditions, le statut et le rôle (de l'enseignement) des langues sont partout à redéfinir.

Un deuxième thème, qui a suscité plusieurs débats, est celui des rapports à établir, dans l'enseignement, entre la langue et la communication. La définition des deux termes reste d'ailleurs problématique. Si par langue on peut entendre la grammaire, le

vocabulaire, le discours, la communication consiste, selon les divers avis, à la mise en pratique et en situation de la langue, aux interactions verbales, aux travaux en groupes, à l'entraînement aux méthodes et travaux universitaires, à l'analyse des discours spécialisés, à la préparation aux activités professionnelles. Certains collègues estiment qu'il convient de les séparer, de commencer par la langue avant d'en venir à la communication (connaître les règles avant de les utiliser). D'autres collègues pensent au contraire qu'il est préférable de substituer la communication à la langue à cause de l'image négative (scolaire) de cette dernière chez les étudiants et chez les professeurs non linguistes. D'autres encore, résistant aux phénomènes de mode, à l'illusion des innovations à l'endroit de la communication, veulent rendre à la langue sa position centrale. Au-delà de ces divergences, il semblerait qu'il ne soit pas impossible de les combiner dans le cadre d'un enseignement de la langue **par/pour** la communication, et de la communication **par/pour** la langue. Les activités (projets) communicatives servent davantage la motivation, la contextualisation, l'opérationnalisation, l'automatisation... ; les activités de langue permettant mieux l'explication, l'exercitation, la correction...

Par contre, il est curieux de constater que le troisième terme de l'intitulé de ces journées d'études – l'informatique – n'ait pas donné lieu à plus d'enthousiasme et de projets. Plusieurs exposés, pourtant fort instructifs, ont montré quels intéressants services l'informatique pouvait rendre, d'abord à la langue (présentation systématique de la morphologie, grammaires et dictionnaires informatisés...), mais aussi à la communication (Internet, courriel, forum, échanges de classe...), à l'apprentissage (logiciel d'auto-apprentissage, drills, évaluation, documentations...) et à l'enseignement (logiciels auteurs, ressources diverses...). Mais les participants ont chaque fois répondu que l'informatique restait un outil parmi d'autres, qu'elle ne pouvait à elle seule résoudre les nombreux problèmes logistiques et pédagogiques qu'ils rencontraient au quotidien. En échange, il est significatif de

constater que le « facteur humain » a petit à petit constitué un leitmotiv au cours de ces mêmes journées, dans les communications comme dans les discussions, comme si les enseignants de langue avaient peur qu'on soit en train de le sacrifier. Face à une langue réduite à un code, ils se sont montrés en faveur d'une communication (inter)active et (inter)culturelle, y compris grâce à la littérature ; face à la standardisation des méthodes, des objectifs, des évaluations, ils ont pris parti pour la diversité ; face à la fonctionnalisation excessive de l'apprentissage, ils ont défendu le principe de plaisir ; face au travail répétitif de l'enseignement, ils prônent une réappropriation des connaissances ; face à l'outil informatique et à ses conséquences sur l'enseignement, ils veulent le limiter à une utilisation humaine et raisonnée.

Pour conclure, voici quelques suggestions que nous pourrions faire à partir de tous les exposés, les témoignages, les discussions que l'on a pu entendre pendant ces deux journées dont il faut avant tout de souligner la parfaite organisation et le beau succès tant au niveau de la participation que de la qualité. A long terme, il est évident qu'il conviendrait de revoir la politique linguistique dans l'enseignement marocain, la programmation et l'intégration des cours de français, ainsi que le statut et l'image de la langue française. A moyen terme, il serait fort intéressant – pour mieux comprendre la situation et ensuite mieux agir pour l'améliorer – organiser un audit linguistique (besoins, attentes, moyens...) et pédagogique de l'enseignement du FLE et de ses conditions au Maroc. Enfin, à court terme, les enseignants qui se sont réunis à l'occasion de ces journées d'études pourraient étudier ensemble la possibilité d'alternatives et de compléments à l'enseignement en classe, de mises en commun de modèles et de ressources pédagogiques, et d'organiser régulièrement des concertations comme celle-ci.